

Elus, Santé Publique & Territoires

Newsletter
Avril 2023



Agenda d'ESPT

Vendredi 12 mai de 12h à 13h30 : Webinaire « La santé dans les intercommunalités ». [S'inscrire](#)

Lundi 19 juin de 9h30 à 17h : 26ème journée nationale d'étude d'Élus, Santé Publique & Territoires au Palais du Luxembourg salon René Monory. La journée portera sur la thématique "Santé environnement : le pouvoir des villes - Acte II". Inscription obligatoire sur le site. [S'inscrire](#)

Jeudi 5 octobre : Organisation d'un module consacré à l'accès des élus à l'information en santé, lors du congrès national de la SFSP, à Saint-Etienne.

Agenda des partenaires

Le 15/05 de 14h à 15h30 : Webinaire du CCOMS sur l'état des CLSM (voir rubrique Santé mentale)

Le 23/05 : ADT Inet, le laboratoire universitaire Larequoi organisent un Symposium « Territoires durables et une seule santé : un enjeu pour repenser et évaluer les politiques publiques ? », à Paris.

Le 25/05 : Le réseau ISÉE organise un webinaire « Rafraichir les villes ».

Les 05 et 06/06 : Journées nationale de Santé mentale France à Pau.

DU 13 au 15/06 : Rencontres nationales des Villes-Santé. Thématique "Santé et changements climatiques, à Nice.

Les 20 et 21/06 2023 : l'IREPS Rhône-Alpes organise un colloque sur la thématique "Santé : Le pari des territoires" à CISL Lyon 8.

Les 20 et 21/06 : Les Rencontres de Santé publique France auront lieu à Montrouge.

Du 02 au 07/07 : nouvelle édition de l'Université d'été francophone en santé publique de Besançon.

Du 30/08 au 01/09 : La 4^e édition des Universités de la Coordination en Santé aura lieu à l'institut National Universitaire Champollion d'Albi.

Du 04 au 06 octobre 2023 : La SFSP organise son congrès national au centre des congrès de Saint-Etienne. Centre des Congrès de Saint-Etienne avec pour titre « Santé publique et Territoires. Des concepts à l'action ».

Du 09 au 22/10/2023 : La 34^e édition des Semaines d'information sur la santé mentale 2023 aura lieu autour de la thématique : 'À tous les âges de la vie, ma santé mentale est un droit'.

Le 09/11 : Séminaire en ligne "Nuisibles" dans l'habitat : quelle attitude adopter pour préserver la biodiversité et la santé humaine ?".

Du 21 au 23/11 à Utrecht, Pays-Bas : conférence européenne des Villes-Santé OMS.

GOUVERNANCE SANTÉ

Crise des systèmes de santé en Europe : comment expliquer les difficultés françaises ?

L'article de Laurent CHAMBAUD dans *The conversation* montre que la crise du système de santé français est liée à une forte évolution des besoins de santé et des changements dans la nature et le niveau des ressources professionnelles et dans les modes d'exercice.

<https://theconversation.com/crise-des-systemes-de-sante-en-europe-comment-expliquer-les-difficultes-francaises-198807>

Transformer le système de santé

Le Think Tank Économie Santé, développé par *Les Echos Le Parisien Evénements*, publie une recommandation issue de ses travaux sur une nouvelle méthode globale impliquant et responsabilisant tous les acteurs simultanément sur chaque territoire avec un financement dédié et marquant une rupture, pour transformer le système de santé.

<https://www.lesechosleparisien-evenements.com/wp-content/uploads/2023/03/LA-RECO-2023-v3-BAT-pages.pdf>

INSTRUCTION N° SGMCAS/CNR/2023/35 du 17 mars 2023 relative à la pérennisation du Conseil national de la refondation en santé (CNR Santé) dans les territoires

Datée du 17 mars 2023, une instruction du ministère de la Santé et de la Prévention aux agences régionales de santé (ARS) détaille les modalités de "pérennisation du Conseil national de la refondation en santé (CNR Santé) dans les territoires".

https://www.legifrance.gouv.fr/circulaire/id/45417?page=1&pageSize=10&query=%2A&searchField=ALL&searchType=ALL&sortValue=PUBLI_DATE_DESC&tab_selection=circ&typePagination=DEFAULT

Démocratie participative en santé

Le numéro n° 121 d'Actualité et dossier en santé publique du Haut Conseil en Santé publique est entièrement consacré à cette thématique

<https://www.hcsp.fr/Explore.cgi/Adsp?clef=1182>

Stratégie nationale de santé : contribution du Haut Conseil de la santé publique (2023)

À la demande du Secrétariat général des ministères chargés des affaires sociales (SGMAS) et de la Direction générale de la santé (DGS), le HCSP produit son analyse des principaux problèmes de santé de la population, les domaines d'action prioritaires, et propose des objectifs pour la future stratégie nationale de santé (SNS).

<https://www.hcsp.fr/explore.cgi/avisrapportsdomaine?clefr=1280#.ZDbEyIz6kYk.linkedin>

ORGANISATION TERRITORIALE, ÉLUS ET INSTITUTIONS

L'action des élus en promotion de la santé

Le Pôle Ressources en promotion de la santé Bretagne propose un support interactif pour découvrir en 10 minutes comment les élus peuvent avoir une action concrète sur de nombreux facteurs de santé.

<https://view.genial.ly/6310ad9b26d30b0010f97ad6>

Olivier Klein mobilise les préfets sur les prochains contrats de ville

Les préfets de département ont été invités à entamer des échanges avec les élus locaux sur la "nouvelle géographie prioritaire actualisée", qui devra permettre "plus de souplesse face aux évolutions des territoires". Le ministre a précisé aux préfets le rôle et les missions de la commission "participation citoyenne des quartiers" présidée par Mohamed Mechmache et leur a présenté "la dynamique de projet qui doit être insufflée dans les nouveaux contrats de ville, pour engager des financements pluriannuels sur des priorités resserrées".

Canada : vers une approche axée sur la Santé dans toutes les politiques (SdTP) aux paliers fédéral, provincial et territorial ?

Le Rapport 2023 du Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé du Canada démontre que le concept de la SdTP est mis en œuvre de manière souple et limitée afin de favoriser le changement depuis des structures gouvernementales existantes.

<https://ccnpps-ncchpp.ca/docs/2023-Vers-une-approche-axee-sur-la-Sante-dans-toutes-les-politiques-aux-paliers-federal-provincial-et-territorial.pdf>

Un droit de dérogation reconnu aux agences régionales de santé pour adapter les politiques de santé aux territoires et simplifier les démarches

Il sera ainsi désormais possible pour les ARS de déroger à la réglementation en vigueur (mais pas à la loi) lorsque cela permettra d'alléger les démarches administratives, de réduire les délais de procédure ou de favoriser l'accès aux aides publiques. Ce droit de dérogation sera activé au cas par cas, en réponse à un besoin particulier et à des circonstances locales, pour débloquer une situation, accélérer une procédure, simplifier une démarche, et lorsque l'intérêt général le justifie.

<https://sante.gouv.fr/actualites/presse/communiqués-de-presse/article/un-droit-de-derogation-reconnu-aux-agences-regionales-de-sante-pour-adapter-les>

DÉMOGRAPHIE DES PROFESSIONNELS DE SANTÉ

Déserts médicaux : temps médical partagé

L'association Médecins Solidaires a créé en octobre 2022 le premier cabinet médical solidaire de France. Situé à Ajain, en Creuse, dans un secteur considéré comme « désert médical », il accueille chaque semaine un médecin différent – soit 52 médecins dans l'année – venu exercer depuis une autre région de France. L'ouverture du cabinet répond aux besoins de soins des habitants de la ville, dépourvus de généralistes depuis deux ans.

<https://www.essentiel-sante-magazine.fr/non-classe/deserts-medicaux-medecins-solidaires-temps-medical-partage>

"Inégalités sociales et territoriales de santé dans le Grand Paris" – Apur - Atelier parisien d'urbanisme

Ce premier volet consacré à l'offre de soin, inaugure une série de 3 publications dédiées aux enjeux de santé dans la Métropole du Grand Paris. L'étude propose une cartographie globale et actualisée de l'offre de soin selon différents aspects : localisation, densité, diversité, accessibilité (actuelle et future) et déploiement au travers des projets d'équipement et de transport en commun en cours dans le Grand Paris.

https://www.apur.org/sites/default/files/offre_de_soins_metropole_grand_paris.pdf?token=gLSA573l

Les communes pauvres sont-elles plus polluées ?

La carte des pollutions en France ne recoupe pas celle des inégalités sociales. Une étude récente montre que les habitants des grandes villes sont plus exposés à de multiples sources de pollution que ceux des petites communes. Ils ne sont pas systématiquement les plus pauvres. Une analyse d'Anne Brunner.

<https://www.inegalites.fr/Les-communes-pauvres-sont-elles-plus-polluees>

Sexe, genre et santé

« En santé, certains stéréotypes liés au genre et au sexe sont sources d'inégalités »

Trois ans après la publication du rapport. Un point est fait avec Anne-Sophie Grenouilleau qui a coordonné ce rapport.

<https://www.essentiel-sante-magazine.fr/sante/acces-aux-soins/anne-sophie-grenouilleau-sante-certains-stereotypes-lies-au-genre-et-au-sexe-sont-sources-dinegalites>

Les démarches participatives dans les quartiers prioritaires, État des lieux 2014-2023

Huit ans après le vote de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 (LPVCU), et à la veille du renouvellement des contrats de ville, l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) dresse un état des lieux des démarches participatives à l'œuvre dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/sites/default/files/2023-04/etat_des_lieux_demarches_participatives_QPV_DGDPV.pdf

Santé et revenus

La revue *Education santé* publie une étude à grande échelle de la Mutualité Chrétienne, qui a étudié les données de ses 4,5 millions de membres répartis en 20 000 quartiers sur le territoire belge. Une analyse qui donne une vision fine du lien entre revenu et santé : plus le revenu médian d'un quartier est bas et plus l'état de santé de ses habitants est mauvais.

<https://educationsante.be/content/uploads/2023/03/es-398-br-1.pdf>

Les inégalités cachées

Les inégalités cachées concernent le plus souvent les ménages à petits revenus, mais pas exclusivement. Ces inégalités en bas de l'échelle des revenus sont très nombreuses mais souvent ignorées, dans les diagnostics sur la situation sociale et donc par les propositions de réformes en matière de revenus.

<https://cbcs.be/les-inegalites-cachees/>

SANTÉ PUBLIQUE ET PRÉVENTION

Faut-il repenser le concept One Health suite au Covid-19 ?

Dans cet article, Marius Gilbert livre une vision critique du concept One Health (une seule santé). Il présente un schéma conceptuel qui lui est complémentaire. Celui-ci prend la forme d'une pyramide avec à son sommet l'individu et sa santé. On la fait reposer sur la société et son état de bien-être collectif.

Juliette Vanderveken, in : Education santé, n°397, mars 2023, pp. 10-12

https://educationsante.be/le-concept-one-health-et-la-sante-de-la-societe/?_gl=1*1a8dmtv*_up*MQ..*_ga*MzY4NTI5MTY2LjE2ODA1MTA4NTk.*_ga_ZP_C4L01CZV*MTY4MDUxMDg1OC4xLjEuMTY4MDUxMDkxMy4wLjAuMA

SANTÉ ET LUTTE CONTRE LES ADDICTIONS

La MILDECA - mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives vient de publier sa « **Stratégie interministérielle de mobilisation contre les conduites addictives** » jusqu'en 2027. Un document porteur de plusieurs avancées et qui prend en compte l'efficacité — constatée par les études scientifiques — de la réduction des risques et de l'intervention précoce ainsi que l'importance primordiale des inégalités sociales de santé dont les addictions sont un déterminant majeur.

https://www.drogues.gouv.fr/sites/default/files/2023-03/SIMCA%202023-2027_0.pdf

La charte ESPER

La charte recense les **principes et engagements opérationnels** qui doivent guider les employeurs et l'ensemble des parties prenantes, selon la taille de la structure, dans la mise en place d'une démarche globale de prévention. 57 structures privées et publiques se sont engagées à mettre en œuvre la charte ESPER, dont la moitié dans le secteur public (administrations d'Etat et collectivités locales), mais aussi différents secteurs d'activité du privé : santé/médico-social, industrie, construction, services aux entreprises, tourisme, transports....

<https://www.drogues.gouv.fr/les-entreprises-et-les-services-publics-sengagent-resolument-esper>

Stratégie interministérielle de mobilisation contre les conduites addictives 2023-2027

Le Gouvernement a adopté le jeudi 9 mars sa Stratégie interministérielle de mobilisation contre les conduites addictives 2023-2027, qui donne le cadre stratégique de l'action des années à venir. Elle sera complétée de plans et programmes opérationnels, nationaux et locaux, établis en concertation avec les professionnels, les élus et partenaires locaux.

https://www.drogues.gouv.fr/sites/default/files/2023-03/SIMCA%202023-2027_0.pdf

SANTÉ ET JEUNES

Acheteurs publics : des fiches « Saniscore » pour faciliter le dialogue entre acheteurs et fournisseurs dans le but de réduire le risque chimique au sein des établissements accueillant de jeunes enfants (EAJE)

Reco Crèches, experts missionnés par l'ARS Nouvelle-Aquitaine, met à disposition des acheteurs publics des outils et méthodes concrets pour aider les collectivités et les associations et gestionnaires de crèches privées à opérer un changement vers des pratiques plus saines pour la santé et le bien-être des enfants de leur territoire.

www.recocreches.fr/-outils

Vers un service public de la petite enfance

Le rapport du Conseil de la famille du HCFEA s'attache à définir ce que pourraient être les contours et les missions d'un service public de la petite enfance (SPPE), dont la mise en place a été annoncée par le Président de la République, et propose une démarche pour avancer vers cet objectif. La mission du SPPE serait de garantir le droit à une place d'accueil pour tous les enfants de moins de 3 ans, à un coût abordable pour les familles et comparable sur l'ensemble du territoire et entre les différents modes d'accueil faisant partie du service public de la petite enfance (SPPE).

https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/hcfea_-_sppe.pdf

SANTÉ ET VIEILLISSEMENT

Bien vieillir : propositions pour une vie choisie dans un environnement adapté

Les élus des grandes villes, agglomérations et métropoles identifient trois enjeux majeurs : l'accès à la santé, l'adaptation des logements, le soutien aux aidants et à l'aide à domicile. Ils proposent 18 mesures pour permettre aux personnes âgées de vivre dans un environnement choisi et adapté.

<https://franceurbaine.org/publications/bien- vieillir-18-propositions-pour-une-vie-choisie-dans-un-environnement-adapte>

Bien vieillir chez soi

L'agence nationale pour l'information sur le logement a publié en mars 2023 un Bilan et perspectives pour les politiques locales de l'habitat

https://www.anil.org/fileadmin/ANIL/Etudes/2023/personnes_agees.pdf

Vieillesse de la société française :

Le rapport du Haut-Commissariat au Plan analyse la situation et ses conséquences. Il propose un Plan d'action global visant à améliorer le regard que la société porte sur ses anciens en les plaçant au cœur des politiques publiques qui leur sont destinées.

https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2023/02/hcp_vieillesse_de_la_societe_francaise.pdf

SANTÉ MENTALE

Un deuil dû à un suicide peut laisser un vide chez l'entourage de la personne défunte.

La plateforme ESPOIR apporte son soutien aux personnes endeuillées en apportant des réponses à leurs questions, en leur proposant des informations et ressources fiables, ainsi qu'en les orientant vers des associations et des professionnels de santé mentale, spécialisés sur les questions de deuil. Créée en collaboration avec le Centre Hospitalier Le Vinatier (Lyon), le Laboratoire RESHAPE - Research on Healthcare Performance, l'équipe digitale d'Interlude Santé et le CHU de Lyon, le projet ESPOIR répond au constat que peu de ressources de qualité existaient pour les personnes endeuillées par suicide.

<https://espoir-suicide.fr>

Etat des lieux 2023 du fonctionnement des CLSM

5 ans après la publication du précédent état des lieux par le Centre national de ressources et d'appui aux conseils locaux de santé mentale (CLSM), l'édition 2023 est accessible en ligne.

Sur les 260 CLSM actifs en France, 131 (représentant toutes les régions) ont répondu à l'enquête. Ce travail de diagnostic permet au Centre national de ressources et d'appui aux CLSM, ainsi qu'à ses partenaires, de continuer à développer des outils d'accompagnement de plaidoyer pour favoriser l'émergence de nouveaux CLSM sur le territoire national.

Un webinaire de présentation des résultats se tiendra le 15 mai – vous pouvez vous y inscrire sur le site du centre ressources

<https://ressources-clsm.org/letat-des-lieux-national-2023-sur-le-fonctionnement-des-clsm-est-en-ligne/>

Les Semaines d'Information sur la Santé Mentale (SISM) 2023

Un guide très complet a été rédigé par Anne Nombrot (Psycom) pour le collectif national des SISM : des conseils, des idées, des outils, des ressources pour animer les débats.

<https://www.semaines-sante-mentale.fr/wp-content/uploads/2023/01/Argumentaire-SISM-2023-2.pdf>

La pédopsychiatrie : Un accès et une offre de soins à réorganiser

Le rapport publié par la Cour des comptes vise à quantifier les besoins de soins psychiques infanto-juvéniles en évaluant la prévalence des troubles et l'offre disponible, et à analyser l'organisation de l'offre de soins, sa répartition sur le territoire et son coût pour les finances publiques.

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2023-03/20230321-pedopsychiatrie.pdf>

URBANISME ET AMÉNAGEMENTS FAVORABLES A LA SANTÉ

Intégrer la santé dans la planification territoriale et l'aménagement urbain :

L'OMS vient de publier un ouvrage de référence qui fournit les processus nécessaires pour harmoniser la « Planification Urbaine et Territoriale » avec le souci de la santé humaine. Il présente également des outils supplémentaires et des ressources documentaires pour les décideurs, les responsables urbains, les urbanistes et les professionnels de santé.

La rénovation urbaine au chevet des inégalités de santé ?

Dans le cadre de son partenariat avec l'ANRU, *Métropolitiques* fait dialoguer chercheurs et professionnels autour de grands enjeux de la rénovation urbaine et des quartiers populaires. Cet échange traite des inégalités sociales de santé dans les quartiers de la politique de la ville et des moyens de les réduire.

https://metropolitiques.eu/IMG/pdf/met-interview_anru.pdf

HABITAT ET SANTÉ

Qualité de l'air intérieur dans les établissements recevant du public :

Le CEREMA précise comment mettre en œuvre le dispositif révisé de surveillance réglementaire entré en vigueur au 1^{er} janvier 2023

<https://www.cerema.fr/fr/actualites/qualite-air-interieur-etablissements-recevant-du-public>

SPORT/NUTRITION & SANTÉ

Promouvoir la santé par l'activité physique adaptée.

Santé publique France publie, dans sa revue trimestrielle *La Santé en action* du mois de décembre 2022, un dossier consacré à la promotion de la santé des populations par l'activité physique adaptée. Le dossier de la santé en action n° 462, décembre 2022.

Recueil d'actions 'promotion d'une alimentation saine et de l'activité physique'

Ce recueil d'actions a été réalisé en 2022 dans le cadre du projet « alimentation et activité physique » du Réseau français Villes-Santé. Ce projet a donné lieu à la publication de l'ouvrage « Alimentation saine et activité physique : Les Villes et Intercommunalités actrices en promotion de la santé ».

https://villes-sante.com/wp-content/uploads/2023/04/Recueil-dactions_Alimentation-saine-et-activite-physique.pdf

Tour d'horizons des politiques alimentaires territoriales en Europe –

Les différents exemples étudiés par Let's food sur les territoires européens révèlent que les politiques alimentaires territoriales sont d'autant plus systémiques et efficaces qu'elles démarrent sur la mise en place d'une gouvernance locale associant toutes les parties prenantes du système alimentaire. Partout en Europe, il faut accélérer la décentralisation et le transfert de compétences aux gouvernements locaux ainsi que l'accès à des financements conséquents.

https://www.letsfood.fr/files/ugd/c96d90_0e4ba6f069f743649cfa1e307931f855.pdf

SANTÉ ENVIRONNEMENTALE ET CLIMAT

Adaptation au changement climatique dans les territoires : comment avancer ?

France Stratégie et l'Institut de l'Économie pour le Climat (I4CE) ont organisé une conférence pour faire le point, quelques mois après un été ravageur qui a marqué les consciences, sur les ambitions des politiques publiques d'adaptation, et leur nécessaire montée en puissance.

https://www.strategie.gouv.fr/debats/revoir-video-conference-adaptation-changement-climatique-territoires-avancer?utm_campaign=2023-03-20_France_Start%C3%A9gie&utm_medium=email&utm_source=Mailjet

Politique santé-environnement : un rapport prône un pilotage consolidé selon l'approche "une seule santé"

Un rapport inter-inspections – CGAER, IGEDD, IGA, IGAS, IGESR, IGF – rendu public ce 15 mars préconise une stratégie nationale renforcée en matière de santé-environnement intégrée autour du concept global "une seule santé" ("One Health") de l'OMS, c'est-à-dire incluant la santé humaine, animale et environnementale. Plusieurs rapports parlementaires et des inspections générales avaient d'ailleurs déjà plaidé en ce sens. Et l'on en retrouve également un certain écho dans l'annonce du gouvernement, à l'occasion du Salon international de l'Agriculture, début mars, de la création d'un institut pour former les décideurs publics à cette approche interdisciplinaire communément appelée "une seule santé".

https://www.igedd.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/014240-01_tome_1_rapport_public_cle62f926.pdf

Coût de l'inaction face au changement climatique en France : que sait-on ?

Afin d'alimenter les réflexions autour du volet dédié à l'adaptation au changement climatique de la future stratégie française pour l'énergie et le climat, France Stratégie a réalisé une

synthèse de l'existant concernant la quantification des impacts du changement climatique anticipés à l'échelle française.

https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2023-dt_cout-inaction-climatique_29_mars.pdf

SANTÉ ENVIRONNEMENTALE : RISQUES

Qualité de l'eau potable

L'Anses vient de publier un rapport mettant en lumière la présence dans l'eau potable d'éléments chimiques jusqu'alors non recherchés. Il apparaît que certaines de ces substances persistent dans l'eau traitée, à des taux supérieurs aux normes limites de qualité. Ce qui pourrait conduire à des dépenses importantes pour les collectivités chargées du traitement de l'eau. Ce sont en particulier les résidus du pesticide appelé chlorothalonil qui ont attiré l'attention de l'Anses. Ce fongicide, interdit en Europe depuis 2019 et en France depuis 2020, a laissé des traces durables dans l'eau, puisque l'Anses en a retrouvé dans « plus d'un échantillon sur deux ».

<https://www.amf.asso.fr/documents-qualite-eau-potable-quand-les-collectivites-vont-devoir-payer-pour-les-erreurs-autres-/41660>

SANTÉ NUMÉRIQUE

Les jeunes et le numérique - Rapport d'information Christine Loir à l'Assemblée nationale

La généralisation récente des écrans a conduit à un bouleversement social. Les enfants eux-mêmes sont exposés, de manière croissante, et de plus en plus tôt, aux écrans. Or, un nombre croissant d'études scientifiques attestent des risques induits par une telle surexposition : risque pour le développement des enfants, pour leur construction sociale, pour leur santé, mais également risques plus inquiétants, les enfants constituant dans certains cas des proies pour les cybercriminels.

https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/rapports/dde/116b0911_rapport-information

L'e-santé en France : déclinaisons et implications territoriales

L'article de Joy Raynaud paru dans *Netcom* en mars 2023 interroge la place du territoire dans notre système de soins. La télémédecine facilite l'accès aux soins mais ne constitue pas une mesure pour compenser le déficit de médecins : l'ancrage territorial et la connaissance du tissu sanitaire et médico-social sont indispensables. Ces enjeux réaffirment l'importance de la gouvernance locale en santé qui s'appuie sur la responsabilité populationnelle et territoriale des professionnels de santé et sur leur capacité à se coordonner pour répondre aux besoins de santé de leur territoire.

<https://journals.openedition.org/netcom/6929>

EXPÉRIENCES LOCALES

Ecoute santé à Lille

Avec ses espaces écoute santé et ses points écoute santé, la Ville de Lille s'attelle à un enjeu croissant et encore stigmatisé : la santé mentale. En proposant des permanences de psychologues dans des lieux du quotidien tels que les Mairies de quartier ou les Centres sociaux, elle apporte un nouveau maillon à l'offre de santé mentale, au plus près des personnes, en complément des acteurs locaux engagés sur ce sujet, souvent surchargés.

Un premier stade sans tabac à Paris

A Paris, un premier stade sans tabac vient d'être labélisé par la mairie du XIII^{ème} arrondissement, d'autres devant bientôt suivre. L'objectif de dénormalisation est ici de séparer l'univers du sport de celui du tabac, non seulement pour préserver les enfants de l'entrée dans le tabagisme, mais aussi pour éloigner les sportifs du tabac. La ville souhaite associer le sport à la santé, dans la perspective des Jeux olympiques et paralympiques de 2024.

Contrat Local de Santé à Poitiers : une journée publique pour réfléchir et coconstruire l'axe santé environnementale

Les acteurs impliqués dans la promotion de la santé environnementale sur le territoire de Poitiers se sont réunis le 17 janvier 2023 pour une journée de réflexion et d'échange. Une nouvelle étape dans la co-construction du Conseil Local de Santé (CLS) troisième génération et de son axe "Influer pour une approche collective de la santé environnement".